

Association pour l'Amélioration de la Gouvernance de la Terre, de l'Eau et des Ressources Naturelles

Siège et bureaux : 45 bis avenue de la Belle Gabrielle, 94736 Nogent sur Marne Cedex Tel : 33 (0)1 43 94 72 59 Email: mailto:agter@agter.org Web: http://www.agter.asso.fr/

RAPPORT D'ACTIVITES

2018

Version à valider lors de l'AG de 2019

VIE ASSOCIATIVE ET FONCTIONNEMENT	3
Animation du réseau	
Activités statutaires	
ÉQUIPE SALARIÉE, PRESTATAIRES ET STAGIAIRES	6
CHANTIERS THÉMATIQUES	
Chantier de réflexion sur l'évolution des structures agraires dans le monde et l'accès des jeunes à la ti	
Politiques foncières en Europe	
Gouvernance de l'Eau	
RÉFLEXIONS SUR LES MODÈLES DE PRODUCTION	<u>9</u>
IMPLICATION D'AGTER DANS DES DYNAMIQUES ET DES ESPACES COLLECTIFS,	<u>10</u>
Travail avec le Parlement français.	10
Intervention des membres dans des conférences et colloques	10
Groupes de réflexion.	<u>11</u>
Plate-formes et collectifs en France	
Plate-formes internationales	13
OUTILS DE DIFFUSION ET DE COMMUNICATION	13
Réunions thématiques d'AGTER	13
Bulletins d'information.	
SITES INTERNET D'AGTER: SITE ASSOCIATIF (WWW.AGTER.ASSO.FR) ET FONDS DOCUMENTAIRE (WWW.AGTER.ORG)	14
PRESTATIONS DE SERVICES	15
ÉTUDE SUR LES PLATE-FORMES NATIONALES MULTI-ACTEURS SUR LE FONCIER	15
CONSTRUCTION DE NOUVEAUX PROJETS ET RECHERCHE DE FINANCEMENTS	<u>16</u>
Réponses à des Appels d'Offres (AO), à des Appels à Manifestations d'Intérêt et résultats	16
Nouvelles conventions et subventions, et nouveaux contrats de prestation de services obtenus en 2018	16
Préparation de l'activité de 2019.	17
PRINCIPALES PUBLICATIONS À L'ACTIF D'AGTER EN 2018 (SÉLECTION)	17
Vidéos et synthèses vidéos de conférences	
Nouveau dossier du site ressources publié en 2018.	
Ouvrages, rapports ou études publiés par AGTER ou par des membres de l'association en 2018 (listes non	
EXHAUSTIVES)	
CONNEXION RECHERCHE UNIVERSITAIRE – AGTER	

Vie associative et fonctionnement

Animation du réseau

Intégration de nouveaux membres

Fin 2018, l'association AGTER compte 124 membres¹ (dont 2 institutions), issus de 28 pays et travaillant dans des secteurs variés et avec des réseaux multiples.

17 nouveaux membres ont été approuvés par l'Assemblée Générale de juin 2018. Il s'agit de :

- Denis Gaboriau (France). Paysan retraité. Confédération Paysanne. Ex-Président de la Fédération Nationale des Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural (CIVAM).
- Maëlle Gédouin (France). Agronome, PhD. Thèse sur l'Uruguay.
- Charline Rangé (France). Agronome, PhD. Thèse sur la région du lac Tchad
- **Geneviève Michon** (France). Ethonobotaniste et géographe, Directrice de recherches à l'Institut de recherche pour le développement (IRD).
- **Babette Soulignac** (France). Animatrice du MODEF (Confédération syndicale agricole des exploitants familiaux) des Landes.
- **Sergio Gomez** (Chili). Sociologue, PhD, expert FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture).
- Augustin Pallière (France). Agronome, PhD. Thèse sur la Sierra Leone.
- Ombline Dagicour (France). Historienne, PhD. Thèse sur le Pérou.
- Vikas Rawal (Inde). Professeur. PhD. Centre for Economic Studies and Planning, Jasaharlal Nehry University, New Dehli.
- Ousmane Barké Diallo (Mali). Secrétaire Général de l'AOPP [Association des Organisations Professionnelles Paysannes]
- **Jean-Pierre Chauveau** (France). Socio-anthropologue, Directeur de recherches émérite à l'IRD.
- **Hector Robles** (Mexique). Ingénieur agricole, PhD. Professeur de la UAM [Universidad Autónoma Metropolitana].
- Ramesh Chandra Sharma (Inde). Coordinateur des campagnes d'Ekta Parishad.
- Sidy Ba (Sénégal). Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux [CNCR].
 Membre du CA de la COPAGEN (Coalition pour la Protection du Patrimoine Génétique Africain)
- Laureano del Castillo (Pérou). Juriste. Directeur du Centro Peruano de Estudios Sociales (CEPES).
- Jacobo Grajales (Colombie, résident en France). Maître de conférences à l'Université de Lille. Chercheur du Centre d'Etudes et de Recherches Administratives, Politiques et Sociales (CERAPS).

¹ Dans tout le rapport, les noms de membres d'AGTER sont écrits en gras.

Fatouma Sanou (Côte d'Ivoire). Ingénieur agronome. Consultante.

<u>Information interne et développement des liens entre les membres</u>

Une lettre d'information interne de 4 pages a été envoyée à tous les membres d'AGTER en août 2018. Pour la première fois au sein d'AGTER, cet envoi a été fait en trois langues, en français, en espagnol et en anglais.

L'annuaire des membres d'AGTER n'a pas été remis à jour depuis août 2017. Il le sera courant 2019. Les informations qui y figurent sont celles qui ont été transmises par les membres. L'annuaire recense les thèmes sur lesquels chacun travaille, et le type de structure à laquelle chaque membre appartient. Il n'est pas mis en ligne sur les sites d'AGTER pour éviter la diffusion des données personnelles de chacun, mais il est à disposition de tous les membres qui en font la demande.

Contributeurs et bénévoles

AGTER bénéficie du travail bénévole de plusieurs de ses membres, et notamment de notre trésorière, Elisabeth Müller, dont nous rappelons chaque année le rôle décisif dans le suivi comptable et administratif d'AGTER. Paolo Groppo, maintenant retraité de la FAO, a commencé à travailler de façon bénévole avec AGTER en faisant profiter l'association de son important réseau de connaissances.

Signalons le travail important réalisé par Gérard Leras et Robert Levesque, tous deux membres du CA, pour développer pour la première fois un travail de l'Association dans une région française, la Nouvelle Aquitaine, et pour coordonner un groupe de travail conjoint AGTER Terre de Liens autour de propositions pour une refondation de la politique foncière agricole en France.

Christian Castellanet, expert senior du GRET, a rejoint dès juillet l'équipe d'AGTER en tant que bénévole, pour deux jours par semaine. Il s'est consacré notamment à la recherche de financements.

Activités statutaires

Assemblée Générale (AG)

Sur convocation du conseil d'administration en date du 21 mars 2018, AGTER a tenu une assemblée générale ordinaire le 8 juin 2018 à Nogent-sur-Marne, sous la présidence de **Denis Pommier**. Sur les 39 membres ayant droit de vote, 33 étaient présents ou représentés (85%).

L'ordre du jour de la matinée était la présentation et l'approbation des 3 rapports (rapport moral, rapport d'activités 2017 et rapport financier 2017), la présentation des rapports du Commissaire aux Comptes, M. Brice Rogir, le maintien ou non d'un commissaire aux comptes à partir de 2018, la renouvellement partiel du conseil d'administration, l'intégration des nouveaux membres de l'association.

- 1. Après lecture du rapport moral, l'assemblée générale approuve ledit document tel qu'il lui a été présenté (résolution adoptée avec 32 voix pour et 1 abstention).
- 2. Après lecture du rapport d'activité de l'année 2017, l'assemblée générale approuve ledit

- document tel qu'il lui a été présenté (résolution adoptée avec 32 voix pour et 1 abstention).
- 3. Après lecture du rapport financier relatif aux comptes de l'association pour l'exercice 2017, l'assemblée générale donne quitus de sa gestion au trésorier pour l'exercice écoulé. (résolution adoptée à l'unanimité avec 33 voix pour).
- 4. Le mandat du commissaire aux comptes a été reconduit pour 6 ans.

Élection du nouveau Conseil d'administration

Comme le prévoient les statuts, un tiers des membres élus doit être renouvellé chaque année. Comme l'ensemble des administrateurs avaient été élus pour la première fois en 2017, l'assemblée a procédé à un tirage au sort pour sélectionner les 4 administrateurs sortant : Elena Lazos, Pablo Luna, Bernard Roux et Mamy Rakotondrainibe. Ils ont tous les quatre été candidats de nouveau, et un cinquième candidat s'est présenté lors de l'AG, Frédéric Dévé. Le vote à bulletin secret sur chacune de ces cinq candidature a largement confirmé leur élection. Le Conseil d'administration est alors passé de 13 à 14 membres, les statuts prévoyant un maximum de 20 membres.

Le CA est donc composé jusqu'à l'AG de 2019 des personnes et institutions suivantes :

- Omar Bessaoud, Administrateur scientifique principal et enseignant-chercheur à l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (IAMM) ;
- Le Centre d'Études Rurales et Agricole Internationales, CERAI (Centro de Estudios Rurales y de Agricultura Internacional), représentée par son président, Monsieur ESCRICHE, Pedro José, fonctionnaire à l'Université de Saragosse (Espagne);
- Marta Fraticelli, consultante en développement rural ;
- Gérard Leras, paysan retraité;
- Robert Levesque, ingénieur agronome ;
- L'Association Terre de liens ; représentée par Madame Corinne Dupasquier.
- Elisabeth Müller, comptable à la retraite;
- Denis Pommier, ingénieur agronome ;
- Pablo Prado, Maître de Conférence à l'Université San Carlos de Guatemala;
- Elena Lazos, Professeure Titulaire à l'Institut d'Études Sociales de l'Université Nationale Autonome de Mexico (Instituto de Investigaciones Sociales, Universidad Nacional Autónoma de México, UNAM), réélue jusqu'en 2021;
- Mamy Ratrimoarivony, née Rakotondrainibe, auditeur en recherche clinique retraitée, réélue jusqu'en 2021 ;
- Pablo Luna, historien et enseignant chercheur, réélu jusqu'en 2021;
- **Bernard Roux**, ingénieur agronome retraité de l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA), réélu jusqu'en 2021 ;
- Frédéric Dévé, ingénieur agronome, consultant retraité, élu jusqu'en 2021.

Discussion sur les thèmes de travail et projets de l'association

L'assemblée générale a débattu de la Stratégie d'AGTER pour les prochains mois, sur la base du document stratégique sur 10 ans validé par l'AG de 2015 et de deux documents complémentaires, un bilan des trois premières années (2015-2017) et un document de perspectives pour 2018-2010 qui avaient été distribués à tous les membres avant l'AG. Un débat a eu lieu sur les priorités de l'association et la nécessité de développer les contacts avec les financeurs. Il y a eu consensus autour du besoin de revitaliser le fonctionnement associatif, en renforçant notamment la communication interne, la véritable richesse de l'association étant ses membres. AGTER doit aussi

continuer à renforcer ses partenariats et son réseau d'alliances, en particulier avec le mouvement social. C'est bien sûr une des fonctions historiques d'AGTER, mais c'est aussi une des conditions pour assurer sa pérennité et intéresser de nouveaux bailleurs.

Conseil d'Administration (CA)

Les réunions se font avec une participation directe ou par téléphone / Skype. Les comptes-rendus sont disponibles sur demande auprès de l'équipe salariée ou du président.

Le Conseil d'Administration s'est réuni le 21 mars, le 8 juin, après l'Assemblée Générale et le 12 octobre 2018.

Lors de la réunion du 8 juin, le nouveau bureau a été élu. Il est composé de :

- Robert Levesque, Président
- Gérard Leras, Vice-Président
- Elisabeth Müller, Trésorière
- Denis Pommier, Trésorier adjoint
- Bernard Roux, Secrétaire
- Pablo Prado, Vice Secrétaire

Les bureaux qui se sont tenus depuis le mois de juin 2018 ont été systématiquement ouverts à tous les administrateurs, ce qui a permis de faciliter les échanges d'information.

Le CA a travaillé sur un texte pour réactualiser les fondements d'AGTER, qui sera soumis à l'AG de 2019. Le CA a décidé de présenter des demandes de financement pour poursuivre les travaux du Forum Mondial sur l'Accès à la Terre (FMAT), sur la base des 20 résolutions du Forum de 2016.

Équipe salariée, prestataires et stagiaires

Évolution de l'équipe salariée

Pendant toute l'année 2018, elle a été composée de **Michel Merlet**, **Mathieu Perdriault et Samir El Ouaamari**.

Après avoir réussi un concours de maître de conférences à AgroParisTech (chaire d'agriculture comparée), **Samir El Ouaamari** a quitté AGTER le 31 décembre 2018, de telle sorte que l'équipe salariée ne comprend plus que deux personnes en début d'année 2019.

Recours à des auto-entrepreneurs

L'association a fait appel, comme au cours des années précédentes, à plusieurs auto-entrepreneurs pour des tâches spécifiques et ponctuelles, ou des travaux liés à des projets spécifiques.

- Benjamin Leiba, pour les synthèses et montages vidéo
- Julie Dirheimer (France), membre d'AGTER depuis 2016, pour un appui à la réalisation de l'étude commanditée par le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères (MEAE) sur les

- « Plate-formes nationales multi-acteurs sur le foncier »
- Fatouma-Lucie Sanou. Diplômée à AgroParisTech, Fatouma-Lucie Sanou est basée en Côte d'Ivoire et a participé à la réalisation des travaux relatifs aux deux études en Côte d'Ivoire réalisées par AGTER pour le Centre Commun de Recherche de la Commission Européenne.

Stages

Trois étudiants d'AgroParisTech en dernière année de leur cursus ont été recrutés comme stagiaires pour la réalisation des travaux relatifs à l'étude en Côte d'Ivoire pour le Centre Commun de Recherche de la Commission Européenne. Il s'agit de Camille Olinet, de Coralie Jean et de Marguerite Denis. Un quatrième stagiaire sur la même étude a été géré par le CERAI. Ils ont été encadrés par **Samir El Ouaamari**, qui est responsable de cette seconde étude (cf. Etudes réalisées en Côte d'Ivoire pour le JRC/Union Européenne).

Une stagiaire étudiante d'AgroParisTech en fin de deuxième année, Hélène Lagarde, a travaillé dans la vallée du fleuve Sénégal.

Chantiers thématiques

Chantier de réflexion sur l'évolution des structures agraires dans le monde et l'accès des jeunes à la terre

En 2017, AGTER a été retenu par le Comité Technique Foncier et Développement, co-présidé par l'Agence française de développement et le Ministère de l'Europe et des affaires étrangères, pour animer en association avec Terres d'Europe-SCAFR² un chantier sur « les structures agraires et l'accès des jeunes à la terre » dans le monde. Ce chantier a exigé en 2018 une mobilisation importante de **Michel Merlet** et **Mathieu Perdriault**. **Robert Levesque** y a travaillé en tant que directeur de Terres d'Europe-SCAFR.

Les sessions de réflexion sur l'Europe, sur l'Amérique latine, sur l'Afrique et sur l'Asie ont été réalisées, avec la participation d'invités de grande qualité, dont plusieurs étaient déjà ou sont aujourd'hui membres d'AGTER (Hubert Cochet, Philippe Lavigne Delville, Paolo Groppo, Frédéric Dévé, Fernando Eguren, Bernard Roux, Omar Bessaoud, Jean-Chrisrophe Diépart, Jean-Pierre Chauveau, Hector Robles, Jacobo Grajales, Ousmane Barké Diallo, Vikas Rawal, en particulier). La très grande diversité des situations continentales rendait l'exercice particulièrement complexe. Le pari de dresser un panorama mondial des grands traits de l'évolution des structures agraires dans les différents continents a, nous semble-t-il, été gagné.

En complément de cette approche, un appel à communications visant à obtenir des focus locaux et particuliers de l'évolution des modalités d'installation des jeunes dans l'agriculture a permis d'approfondir une question largement oubliée dans la réflexion sur le « développement », celle de l'articulation de la production des biens et des services avec la reproduction de la force de travail. Nous avons profité de cette occasion pour inviter Jean-Luc Paul, anthropologue et agronome, à nous rappeler l'intérêt de l'approche d'anthropologie économique de Claude Meillassoux, dont les travaux dans les années 1970 débouchent sur une analyse de l'exploitation des femmes et de celle des migrants qui reste toujours d'une étonnante actualité. Augustin Pallière et Charline Rangé ont

² Terres d'Europe-Société de Conseil pour l'Aménagement Foncier Rural, société de conseil et d'assistance technique au service des Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER).

présenté deux de ces études de cas.

Le chantier, dont l'essentiel des activités ont eu lieu en 2018, a permis de montrer l'importance de « l'héritage » pour l'accès non marchand des paysans à la terre, mode d'accès au droit d'usage de la terre qui explique la reproduction de l'agriculture paysanne et qui peut néanmoins aboutir à l'exclusion de certaines personnes du fait des règles de succession égalitaires ou inégalitaires. Ce travail a aussi été l'occasion d'expliciter la notion de famille en faisant référence non seulement aux familles nucléaires ou étendues mais aussi aux groupes sociaux très divers fondés sur des relations de parenté et d'alliance (mariage). Ce travail a permis d'expliciter les phénomènes d'exclusion et de marginalisation des agricultures familiales par l'absence de régulations des divers marchés fonciers (terres, locations, parts sociales d'entreprises agricoles) et les phénomènes d'accaparements de terres. Il a également souligné la contradiction entre les intérêts des détenteurs de capitaux qui en visent la rentabilité maximale et l'intérêt général qui implique de maximiser la valeur ajoutée et l'emploi par unité de surface et d'assurer le maintien de la fertilité de l'écosystème.

Le chantier a souligné que l'insertion des jeunes dans l'activité agricole doit être un objet de préoccupation politique majeur ; il faudrait créer 4,5 milliards d'emplois nouveaux d'ici 2050 si la proportion de la population active mondiale vivant de l'agriculture devait tomber à 4% comme aujourd'hui dans les pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). Un choix est à opérer entre les unités de production dites « modernes », hautement mécanisées et dédiées au marché international, pourtant destructrices d'emplois et de ressources naturelles, et l'agriculture paysanne qui génère plus de valeur ajoutée et d'emplois par hectare.

Le travail de synthèse et de rédaction du principal livrable du chantier, un guide qui donne les critères d'appréciation des projets ou des politiques proposés au financement de la coopération, a été initié en 2018 et a été finalisé au premier trimestre 2019.

Politiques foncières en Europe

Pour une refondation de la politique foncière en France

A l'heure où l'Assemblée Nationale s'est emparée de la question foncière agricole et le gouvernement a annoncé vouloir réviser le cadre législatif foncier, AGTER et Terre de Liens ont engagé un travail commun pour faire des propositions de refondation de la politique foncière française basée sur deux principes : la préservation et le partage des terres. En plaçant cette politique dans le cadre de la transition écologique, il est proposé la mise en place d'une politique de zéro artificialisation nette (notion développée par la Commission Européenne, reprise dans le plan 2018 Biodiversité du gouvernement) et une simplification de la politique des structures par l'instauration (après fusion, hiérarchisation et démocratisation d'entités existantes) d'une instance départementale de régulation du foncier. Composée d'un large éventail de partenaires concernés, elle devrait accepter ou refuser les projets de ventes ou de locations (et de mises à disposition) de biens agricoles et les projets de ventes de parts sociales de personnes morales détenant des droits d'usage de biens agricoles sur la base de leurs conséquences pour l'intérêt général et en particulier pour l'emploi et l'environnement.

Les propositions ont été largement diffusées fin novembre et ont fait l'objet d'une conférence de presse. Dès 2018, la Confédération Paysanne a été associée aux réflexions. L'objectif est de faire partager ces propositions à un nombre de plus en plus important de partenaires pour peser sur

l'élaboration de la loi foncière qui a été à nouveau annoncée en 2019.

Ces propositions pour la France, particulièrement celles sur le « partage de la terre », s'inscrivent dans la logique de régulation des marchés fonciers que la Commission Européenne a été amenée à préciser dans sa communication interprétative sur l'acquisition de terres agricoles et le droit de l'Union, en octobre 2017, suite au rapport du Conseil Economique et Social Européen de 2015 sur l'accaparement des terres et à la résolution du Parlement Européen sur « l'état des lieux de la concentration agricole dans l'Union Européenne : comment faciliter l'accès des agriculteurs à la terre » (mars 2017) pour lesquels la coalition *Access to Land* et AGTER sont intervenus dans les différentes étapes d'élaboration.

Gouvernance de l'Eau

<u>Travaux effectués au sein du Comité Scientifique et Technique Eau Agricole (COSTEA)</u>

Samir El Ouaamari a travaillé pour AGTER dans différentes activités du COSTEA :

Un nouveau stage de recherche a été mis en place avec l'appui du COSTEA pour finaliser l'étude « Agriculture irriguée à grande échelle et participation du privé en Afrique sahélienne : Le cas des grands périmètres privés et publics-privés du Delta du Sénégal ». Il s'agit d'un diagnostic agraire dans la zone concernée par le Projet de Promotion de Partenariats Rizicoles dans le Delta du fleuve **Sénégal** (connu sous le nom projet 3PRD). Les résultats seront disponibles fin 2019.

Samir El Ouaamari a préparé deux chapitres d'un livre que prépare le COSTEA sur l'irrigation et participé aux discussions collectives sur sa conception. L'ouvrage devrait être finalisé en 2019. Les chapitres en cours de relecture sont :

- Chapitre 3. Les politiques de développement agricole par l'irrigation intègrent-elles les spécificités des pratiques foncières et hydrauliques ?
- Chapitre 4. Décider de l'allocation de la terre et de l'eau d'irrigation : à qui, pour quels usages et dans quelles conditions ?

Réflexions sur les modèles de production

Les travaux de recherche sur les systèmes de production en Côte d'Ivoire

L'étude démarrée en 2017 avec un financement du Centre Commun de Recherche de la Commission Européenne (JRC-CUE Séville) qui visait à porter des éclairages sur le modèle d'exploitation agricole le plus à même de contribuer à un développement économique durable dans les pays d'Afrique Subsaharienne a été finalisée. Elle analyse et compare les performances économiques et environnementales des systèmes de production agricoles représentatifs de trois régions de Côte d'Ivoire, marquée chacune par la présence prépondérante d'une culture : <u>le palmier à huile, l'hévéa</u> et <u>la canne à sucre</u>. Le développement de ces filières s'est accompagné d'une différenciation marquée des systèmes de production qui s'exprime, entre autres, au niveau de la taille des exploitations, de l'accès aux moyens de production, des pratiques mises en œuvre par la mobilisation de ces moyens, de la place occupée au sein des filières et des résultats économiques qui en découlent pour les exploitants et pour la collectivité. L'étude porte une attention particulière aux rapports contractuels (modèle « *nucleus* et *plasma* ») entretenus entre

des grandes entreprises de transformation (usine et plantation à salariés) et les exploitations productrices de plus petite taille (exploitations familiales). Elle s'intéresse également à l'émergence récente d'exploitations dites de taille moyenne, familiales-entrepreneuriales ou patronales, qui résultent d'investissements généralement d'origine nationale ou locale. L'analyse croisée des trois contextes a permis de mieux comprendre la logique générale de ces éléments. La publication de la synthèse et des valorisations postérieures sont prévues en 2019.

Une nouvelle étude similaire a été lancée en Côte d'Ivoire en mars 2018, toujours financée par le JRC de la Commission Européenne. Elle porte cette fois sur deux autres cultures, <u>le coton</u> et <u>le cacao</u>. Elle est à nouveau coordonnée par **Samir El Ouaamari**, qui encadre cette année deux binômes d'étudiants d'AgroParisTech en stage de troisième année, et une experte junior, **Fatouma Sanou**, devenue membre d'AGTER en juin dernier.

Implication d'AGTER dans des dynamiques et des espaces collectifs

Travail avec le Parlement français

Juillet 2018 (France). Audition par la mission d'information de l'Assemblée nationale sur le foncier agricole. AGTER (Robert Levesque, Gérard Leras, Mathieu Perdriault) a été auditionnée par la mission d'information sur le foncier agricole, créée par l'Assemblée nationale en janvier 2018 et portant sur la préservation et le partage du foncier agricole. A l'issue de l'audition, le président de la mission, Jean-Bernard Sempastous, a souhaité prolonger les échanges avec AGTER, ce qui a eu lieu en septembre.

Intervention des membres dans des conférences et colloques

- 6 mars 2018 (France). Séminaire de la Société Française d'Économie Rurale (SFER), amphi René Dumont, AgroParisTech. Présentation par Jean-Philippe Colin (IRD) et Michel Merlet des principaux résultats de l'étude Les marchés fonciers ruraux en Afrique de l'Ouest et les outils de leur régulation, réalisée pour l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) par l'Initiative prospective agricole et rurale (IPAR) avec l'IRD et AGTER.
- 8 Mars 2018 (France). École des hautes études en sciences sociales (EHESS). Journées d'études Décoloniser le foncier. Enjeux et perspectives. Organisé par le Laboratoire de Recherches Historiques Rhône-Alpes, l'Institut des Amériques et l'EHESS. Participation de Michel Merlet au panel « Juridiction, appropriation et politiques du foncier », sur invitation d'Ombelyne Dagicour, co-organisatrice des journées.
- 19 Mai 2018 (France). Printemps d'INPACT, vaste réseau national français d'agriculture citoyenne (Arnouville et Gomerville).
 - Robert Levesque, président d'AGTER, est intervenu dans un des ateliers qui a fait le point sur la loi foncière agricole que le gouvernement entend préparer en discussion avec Tanguy Martin de Terre de Liens et Dominique Potier, le député corapporteur de la mission parlementaire sur le foncier agricole « artificialisation et accaparement : protéger et partager ».

- Quatre membres d'AGTER, Robert Levesque, Michel Merlet, Mamy Rakotondrainibe et Mathieu Perdriault ont animé un débat public sur le thème « accaparement des terres : ici et ailleurs, la finance fait main basse sur les terres ».
- 26 Mai 2018 (Espagne). Participation de Michel Merlet au Colloque LASA-2018, Latin American Studies in a Globalized World (Barcelone), au panel organisé par le Centre d'Etudes de l'Économie Cubaine (CEEC) Contribución del sector agropecuario al desarrollo. Posibilidades para Cuba a partir del potencial de comercio. Intervention de M. Merlet: « Incidencia de los cambios de la política agraria cubana en el nuevo contexto comercial internacional. Revisitando los derechos de propiedad, el mercado y la agricultura familiar en distintos contextos. Una contribución al análisis de las oportunidades y los riesgos de las transformaciones en camino en Cuba ».
- Août 2018 (Guatemala). Participation au Séminaire international sur la gouvernance de la terre (FAO), de Michel Merlet, directeur d'AGTER, invité à faire une des trois conférences magistrales initiales du séminaire, centré sur la mise en œuvre des « directives volontaires sur la gouvernance responsable de la terre ». Sergio Gomez, un des organisateurs de ce séminaire qui a coordonné les études de la FAO sur le développement des marchés fonciers en Amérique latine et signé la préface du rapport continental Amérique Latine du FMAT nous avait demandé de proposer un bref cadrage théorique autour de la question « la terre, marchandise ou ressource naturelle ? ». Cette conférence a été l'occasion de présenter les thèses centrales que nous défendons. Notre participation nous a permis d'assurer la continuité des relations d'AGTER avec cette organisation internationale qui a appuyé l'organisation du FMAT. Elle a aussi permis de refaire le point avec plusieurs membres d'AGTER du Guatemala sur le travail de l'association dans cette région.
- 22-26 Août 2018 (France). Participation de deux membres d'AGTER, Gérard Leras et Robert Levesque, à l'Université d'été solidaire et rebelle des mouvements sociaux et citoyens. Grenoble. Co-organisation du module: « Au cœur de nos campagnes, l'agriculture paysanne face à de nombreux défis ».

Groupes de réflexion

<u>Comité Technique Foncier & Développement [CTFD] (Ministère des Affaires Etrangères, Agence Française de Développement)</u>

Michel Merlet, membre à titre personnel du Comité depuis 2002, puis au nom d'AGTER, participe régulièrement aux activités du CTFD ainsi que plusieurs autres membres d'AGTER qui y participent à titre personnel.

AGTER a animé le chantier de réflexion 2017-2018 sur l'évolution des structures agraires dans le monde et l'accès des jeunes à la terre. (Cf. partie correspondante)

Comité Scientifique et Technique Eau Agricole (COSTEA)

Samir El Ouaamari a représenté AGTER en 2018 dans cette instance. Cf. paragraphes antérieurs.

<u>Groupe « Évaluer autrement » du réseau INPACT (Initiatives pour une agriculture citoyenne et territoriale)</u>

En 2018, AGTER a poursuivi sa participation à ce groupe de travail qui réunit, depuis les années 2000, 10 structures nationales agricoles, rurales et citoyennes promouvant des agricultures « de qualité, génératrices de travail, (...) et respectueuses des équilibres et des ressources naturelles » : Réseau CIVAM, FADEAR³, Inter-AFOcG⁴, MIRAMAP⁵, Terre de Liens, Solidarité Paysans, MRJC⁶, Fédération Accueil Paysan, Nature et Progrès et L'Atelier Paysan. **Michel Merlet** a pris le relais du travail initié par **Gérard Leras** l'année passée.

Plate-formes et collectifs en France

Coordination Sud. Commission Agriculture et Alimentation (C2A)

AGTER, membre du consortium constitué pour la période de fonctionnement de la C2A 2018-2020, a participé aux travaux réguliers de la commission.

AGTER a par ailleurs engagé le processus de réalisation d'une formation *e-learning* programmée dans la feuille de route du consortium et qui sera financée. Début 2019, son thème était arrếté et un comité de pilotage constitué. La formation visera à partager une grille d'analyse des processus de marginalisation et d'exclusion des femmes dans l'accès au foncier et des projets visant à corriger ces phénomènes pour améliorer les interventions des bénéficiaires (membres de la C2A et partenaires Sud de ces organisations). Coline Sauzion a accepté d'assurer la majeure part du travail de bibliographie, conception et mise en œuvre de cette formation, avec **Mathieu Perdriault**.

Collectif contre l'accaparement des terres en France

L'animation du collectif citoyen en France contre l'accaparement de terres a été assurée par AGTER (**Mathieu Perdriault**). Ce collectif rassemble la Confédération paysanne, les Amis de la Terre, le CADTM (Comité pour l'abolition des dettes illégitimes), le Collectif Tany pour la défense des terres malgaches, ReAct, Peuples solidaires, ActionAid, Grain, CCFD-Terre solidaire⁷, ...).

En lien avec les nombreuses luttes locales contre les accapareurs, ces différentes instances mènent ensemble des actions d'informations du public français à travers, par exemple, manifestations, soirées de soutien, manifestations et communiqués de presse en marge de l'assemblée générale du groupe Bolloré.

Après avoir fonctionné sans aucun financement spécifique, le collectif a reçu fin 2017 un appui de la Fondation *Un monde par tous* de 8000 euros à titre de contribution partiellement utilisé en 2018. Cette somme a permis de rémunérer du temps de travail d'AGTER et des supports de communication liés à la tenue de réunions du collectif, à l'action en marge de l'assemblée générale du groupe Bolloré le 1^{er} juin 2018, et à la communication sur les activités du collectif sur les réseaux sociaux et sites internets.

³ Fédération des ADEAR, Associations pour le Développement de l'Emploi Agricole et Rural.

⁴ Associations de Formation collective à la Gestion

⁵ Mouvement Inter- régional des Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne

⁶ Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne

⁷ Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement

Plate forme « Pour une autre PAC »

AGTER a participé aux travaux de la plate-forme Pour une autre PAC en tant que membre de son comité de pilotage (4 réunions) et lors de deux assemblées générales. En milieu d'année, la plate-forme a publié ses analyses de la Politique Agricole Commune (PAC) actuelle et ses propositions de la plate-forme pour la future PAC sous la forme de documents divers. Notamment un document qui détaille ces contenus intitulé « Osons une vraie réforme de la politique agricole commune. Vers une politique agricole et alimentaire commune » et un document synthétique qui liste les douze priorités des membres de la plate-forme pour la PAC 2020. Ils sont tous deux disponibles sur le site de la plate-forme : https://pouruneautrepac.eu.

Centre de Recherches et d'Information pour le Développement (CRID)

AGTER est membre du CRID.

Plate-formes internationales

International Land Coalition (ILC)

Leticia Doorman a représenté AGTER, en lien avec Pedro Escriche (CERAI), au « Forum mondial de la terre » organisé par l'International Land Coalition (ILC) en Indonésie du 18 au 28 septembre 2018 ainsi qu'à l'Assemblée générale de l'ILC qui s'est tenue en marge de cet évènement. Il a donné une occasion de présenter les activités d'AGTER à de nouveaux interlocuteurs et renforcer des liens avec des organisations déjà connues, à commencer par le CERAI. Leticia et Pedro ont en particulier présenté les résultats du Forum mondial sur l'accès à la terre (FMAT 2016).

Ils ont par ailleurs participé à une visite de terrain auprès de communautés forestières. Accompagnée par les organisations AMAN (Alliance des peuples indigènes de l'archipel indonésien, participante au FMAT et membre de la coalition des Gardiens de la Forêt) et de l'institut Indonésien de la Forêt et de l'environnement (RMI), cette visite était destinée à illustrer une présentation générale, par ces deux organisations, de la situation des communautés autochtones en Indonésie.

La première journée de travaux a porté sur le processus de reconnaissance des droits fonciers aux peuples autochtones. Elle a généré des débats houleux, le rôle de la Banque mondiale dans le financement d'un processus de titrisation qui n'a été que très minoritairement concrétisé pour le compte de communautés ayant soulevé des manifestations en marge de l'évènement.

INTER-RESEAUX

AGTER est membre d'Inter-Réseaux, mais n'a pas réalisé d'activité spécifique dans ce cadre en 2018.

Outils de diffusion et de communication

Réunions thématiques d'AGTER

3 réunions thématiques publiques ont été organisées en 2018 :

• <u>5 juillet, Paris.</u> «Le concept d'agriculture familiale à l'épreuve de l'anthropologie

économique ». Le modèle théorique développé par Claude Meillassoux dans son ouvrage *Femmes, Greniers et Capitaux* est-il toujours utile pour comprendre le fonctionnement et les dynamiques des paysanneries dans le monde d'aujourd'hui ? Conférence de Jean-Luc Paul, anthropologue et maître de conférence à l'Université des Antilles.

- <u>26 novembre, Paris.</u> « Condition et action politique des sans terres en Inde ». Conférence de **Ramesh Chandra Sharma**, coordinateur des campagnes d'Ekta Parishad (en anglais)
- <u>27 novembre, Paris.</u> « Expansion agricole, dynamiques de pouvoir et crise politique au Brésil ». Conférence d'Arilson Favareto, enseignant chercheur à l'Université fédérale ABC (São Paulo) et au Centre Brésilien d'Analyse et de Planification (CEBRAP).

Bulletins d'information

Quatre bulletins d'information dans les trois langues de travail de l'association ont été envoyés aux abonnés des newsletters d'AGTER :

- <u>Février 2018</u> (version française, espagnole et anglaise), éditorial de **Michel Merlet**,
 « Inventer de nouvelles formes de gouverance des territoires »
- <u>Avril 2018</u> (version française, espagnole, anglaise), éditorial de **l'Equipe d'AGTER**, « La terre, ni individuelle, ni collective, ... un commun »
- <u>Juin 2018</u> (versions française, espagnole et anglaise), éditorial de **Hubert Cochet**,
 « Grands projets d'irrigation et modèles agricoles »
- Octobre 2018 (version française, espagnole et anglaise), éditorial de Christian
 Castellanet et Marie Mellac « Des réformes foncières régressives en Asie du Sud-Est, à l'opposé des réformes agraires des années 1960-1970 »

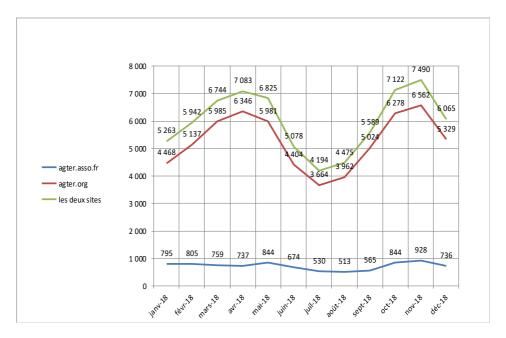
Fin 2018, 2850 personnes s'étaient inscrites et recevaient la newsletter d'AGTER (somme des abonnés aux versions FR, ES et EN).

Sites internet d'AGTER: site associatif (<u>www.agter.asso.fr</u>) et Fonds Documentaire (<u>www.agter.org</u>)

La fréquentation des deux sites est restée pratiquement stable, plus de 70 000 visites et 103 379 pages vues en 2018, soit une légère diminution (- 4%) par rapport à 2017 (107 261 pages vues). Les consultations des pages se sont faites à 43% depuis l'Europe, 32% depuis les Amériques, 19% depuis l'Afrique et 6% depuis l'Asie.

Il est prévu de fusionner en 2019 les deux sites en un seul, en conservant la structure du fonds documentaire et en repartant pour la partie « site vitrine » du travail de refonte initié en 2017 qui n'a pas pu être finalisé en 2018.

Statistiques des sites d'AGTER sur l'année 2018. # sessions (google-analytics)



La fréquentation du site internet du Forum Mondial sur l'Accès à la Terre [FMAT] (http://www.landaccessforum.org/) dont la rencontre a eu lieu en mars 2016 a beaucoup baissé en 2018.

Prestations de services

Étude sur les plate-formes nationales multi-acteurs sur le foncier

Répondant à une commande du Ministère français de l'Europe et des Affaires Étrangères, AGTER a dressé un panorama des espaces de dialogue « multi-acteurs » consacrés au foncier en Afrique, Amérique latine et Asie pour en proposer une typologie. Quelles formes variées prennent-ils ? Quels sont les objectifs des uns et des autres ? Qui y participe ? Quels en sont les résultats ?

En arrière-plan, la question de fond pour AGTER, dans cette enquête était la suivante : dans quelle mesure ces dynamiques multi-acteurs peuvent-elles contribuer à améliorer les conditions de l'accès à la terre et de son usage pour les ruraux, hommes et femmes, dont l'existence en dépend directement, et à améliorer les processus de décision relatifs aux ressources naturelles, c'est-à-dire contribuer à leur démocratisation ?

L'étude a permis de mesurer l'intérêt des plates-formes de la société civile pour accroître leur influence. L'enquête a donné à AGTER la possibilité d'entretenir ses liens avec des parties-prenantes de processus de dialogue dans une quarantaine de pays en Asie, Afrique et Amérique latine, comme, par exemple, au sein du réseau de la Convergence des luttes pour la terre, l'eau et les semences paysannes en Afrique de l'Ouest qui avait été représentée au Forum Mondial sur l'Accès à la Terre par Massa Koné, porte-parole de la Coalition malienne contre l'accaparement des terres. Elle lui a permis d'en nouer de nombreux autres comme auprès de membres de la coalition

internationale pour la terre (ILC) et d'autres réseaux.

Julie Dirheimer et Mathieu Perdriault, avec l'aide de Daniel Chillon Olmos et d'autres membres de l'association (Pierre Merlet, Patricia Castillo, Jean-Christophe Diépart, Christian Castellanet, Denis Pommier, Michel Merlet, ...), ont réalisé ce travail. Le rapport a été remis au MEAE en Septembre 2018.

Construction de nouveaux projets et recherche de financements

Réponses à des Appels d'Offres (AO), à des Appels à Manifestations d'Intérêt et résultats

- Réponse à un appel d'offres de la Coopération Suisse en Amérique Centrale (COSUDE) pour une étude de préfaisabilité d'un projet sur les ressources hydriques dans le Golfe de Fonseca au Honduras, Nicaragua, El Salvador. Préparée par Eduardo Baumeister, Daniel Chillon-Olmos, avec l'appui de Michel Merlet. La réponse intégrait la participation de 3 autres experts senior du Honduras et du Salvador. Elle n'a pas été retenue, mais a été jugée de qualité par COSUDE qui nous a invité à répondre de nouveau aux AO régionaux et internationaux de la Coopération Suisse.
- Réponse à l'Appel d'Offres du JRC Séville pour une seconde étude en Côte d'Ivoire sur les systèmes de production de cacao et de coton. **AO gagné**.
- Réponse d'AGTER à l'appel à projets de la Fondation Terre de liens « Agir pour préserver les terres agricoles ». Notre projet sur 2018-2019 intitulé « Objectif : zéro imperméabilisation nette de terres » a été **retenu pour une subvention « coup de pouce »** de 7 000 Euros.

Nouvelles conventions et subventions, et nouveaux contrats de prestation de services obtenus en 2018

Les principaux financements obtenus en 2018 ont été :

- Une convention pour un montant de 100 000 Euros avec la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme, intitulée « convention de sortie de partenariat » .
- Un avenant pour un montant de 10 000 Euros complémentaires pour l'animation du chantier de réflexion sur les structures agraires et l'installation des jeunes, initié en 2017, mais surtout réalisé en 2018 et à finaliser début 2019 (CTFD, AFD).
- Un contrat avec le JRC de la Commission Européenne pour une nouvelle recherche en Côte d'Ivoire sur les systèmes de production de coton et de cacao à réaliser en 2018 et 2019. (54 960 Euros)
- Un contrat avec la FAO-Guatemala signé en 2018 mais concernant des activités portant également sur 2019. Il s'agit d'une mission de capitalisation sur les expériences internationales de régulation des marchés fonciers et d'exploitation de l'intervention de Michel Merlet lors du séminaire international organisé en août 2018 par la FAO au Guatemala. (11 165 USD)

 Une donation de la International Land Coalition pour la traduction en 2019 en espagnol et en anglais du cours à distance sur l'accaparement des terres qu'AGTER avait inauguré en 2016, dans la perspective d'une reprise à partir de 2019 à beaucoup plus grande échelle des activités de e-learning de l'association en collaboration avec le CERAI. (10 800 euros)

Des financements complémentaires du COSTEA ont été obtenus pour les activités mentionnées antérieurement.

Comme cela est le cas depuis plusieurs années, une journée de cours sur l'analyse des accaparements de terres dans le monde a été facturée à l'Institut des Régions Chaudes de Supagro (Montpellier).

Préparation de l'activité de 2019

Appui à la mise en œuvre d'une politique foncière régionale en FRANCE

2018 a permis d'avancer par ailleurs dans la conception, avec la Région Nouvelle Aquitaine et trois territoires « écoles », d'un processus expérimental destiné à établir des Chartes territoriales d'engagements en faveur de la préservation du foncier naturel, agricole et forestiers, et de la relocalisation des approvisionnements alimentaires. AGTER devrait accompagner, avec l'appui de chercheurs de l'UMR Passages (CNRS, Bordeaux) et AgroParisTech, les territoires et la région dans la réalisation de diagnostics fonciers et alimentaires et la définition de programmes d'actions concertées avec les acteurs du foncier et de l'alimentation et les citoyens des territoires. Avec ce projet, AGTER œuvrerait directement dans l'invention et l'expérimentation de modes de gouvernance territoriaux des communs. Si l'expérience est concluante, la Région pourra proposer son extension aux autres territoires et se donner de bonnes chances de concrétiser la stratégie foncière qu'elle a adopté pour freiner et stopper l'artificialisation des terres. Cette expérience devrait se dérouler en 2019. Elle permettrait à AGTER de vérifier l'opportunité de ses propositions.

Formation sur les accaparements de terre et la gouvernance des ressources naturelles

En 2018, Samir El Ouaamari et l'équipe d'AGTER ont entrepris de relancer la recherche de financements et d'appuis pour des cours de e-learning, un projet qui avait dû être ajourné depuis 2016. De discussions avec la International Land Coalition ont été ouvertes. Nous avons eu confirmation en mars 2019 que l'ILC financerait la dispense de deux sessions de formation à distance par an au cours des trois prochaines années (2019-2021) ainsi que la conception d'un nouveau cours sur la gestion communautaire des forêts.

Principales publications à l'actif d'AGTER en 2018 (Sélection)

Vidéos et synthèses vidéos de conférences

Vidéos produites ou publiées en 2018

 Enjeux fonciers et modèles de développement sur les périmètres irrigués. Le cas du Sénégal (Samir El Ouaamari). (Sélection de vidéos des journées de réflexion CTFD COSTEA de mai 2017).

Vidéos du FMAT

Voir le dossier correspondant du site ressources pour les vidéos des séances plénières, d'une partie des ateliers, et les entretiens avec des participants.

Reprises sur le site de ressources documentaires de vidéos non produites par AGTER

• Conférence Internationale sur la Réforme Agraire et le Développement Rural ICARRD 2006. Vidéo synthèse. **Paolo Groppo**. (disponible en français, anglais et espagnol)

Synthèses vidéos de réunions d'AGTER publiées en 2018

- « Commun. Essai sur la révolution au XXIe siècle ». Entretien avec Christian Laval, coauteur de l'ouvrage avec Pierre Dardot. Conférence de Juin 2015 (publiée intégralement intialement en basse définition puis en haute définition sur le site ressources en 2018).
- Marginalisation économique et exclusion sociale de la paysannerie sierra-léonaise. Conférence d'Augustin Pallière.
- Les réformes agraires et la question paysanne dans les pays du Maghreb. Conférence d'**Omar Bessaoud**.

Nouveau dossier du site ressources publié en 2018

FMAT. Forum Mondial sur l'Accès à la Terre (2016) (français, anglais et espagnol).
 La casi intégralité des documents, textes et vidéos, produits dans le cadre du Forum est maintenant en ligne sur le site ressources d'AGTER, ce qui permet de construire des liens avec les autres documents de la base de données.
 http://www.agter.org/bdf/fr/thesaurus_dossiers/motcle-dossiers-136.html

Ouvrages, rapports ou études publiés par AGTER ou par des membres de l'association en 2018 (listes non-exhaustives)

Co-publications et publications AGTER

Pas de publication / co-publication d'AGTER en 2018.

Publications de membres d'AGTER en 2018 et début 2019

LIVRES

- <u>Transition agricole et alimentaire. La revanche des territoires.</u> **Henri Rouillé d'Orfeuil**. Ed. Charles Léopold Mayer, 2018. 252 p.
- Systèmes agraires et changement climatique au Sud. Les chemins de l'adaptation. (Coord. **Hubert Cochet, Olivier Ducourtieux**, Nadège Garambois). Ed. QUAE. 2018. 285 p.
- Políticas públicas y procesos sociales en Cuba. Aproximaciones desde las Ciencias Sociales.
 Compilation de travaux réalisée par Dayma Echevarría et Arisbel Leyva Remón, publiée par Editorial de Ciencias Sociales et Ruth Casa Editorial avec l'appui d'OXFAM. Le livre a reçu le

Prix de la Critique Scientifique et Technique 2017 de l'Institut Cubain du livre.

- State of Land in the Mekong Region. Ingalls, M.L., Diepart, J.-C., Truong, N., Hayward, D., Neil, T., Phomphakdy, C., Bernhard, R., Fogarizzu, S., Epprecht, M., Nanhthavong, V., Vo, D.H., Nguyen, D., Nguyen, P.A., Saphangthong, T., Inthavong, C., Hett, C. and Tagliarino, N. 2018. Centre for Development and Environment, University of Bern and Mekong Region Land Governance. Bern, Switzerland and Vientiane, Lao PDR, with Bern Open Publishing.
- Impacto de los siniestros en el Medio Rural en México y Centroamérica. Benito Ramírez V.,
 Javier Ramírez J., José Pablo Prado C. Silvel Elías G. (Coordinadores). 2019. Ed. Altres CostaAmic Editores, Colegio De Postgraduados, Campus Puebla, Universidad San Carlos de
 Guatemala.

ARTICLES OU CHAPITRES DE LIVRES

- ¿ Usufructutuarios o propietarios ? Reflexiones sobre la política de entrega de tierras en Cuba. Michel Merlet, Dayma Echevarría León. In Políticas públicas y procesos sociales en Cuba. Aproximaciones desde las Ciencias Sociales. (Comp. Dayma Echevarría et Arisbel Leyva Remón) Ed. de Ciencias Sociales et Ruth Casa Ed.. pp. 122 à 143.
- <u>Sécheresse</u>, grande hydraulique et modèles de développement : delta du fleuve Senégal. Nadège Garambois, **Samir El Ouaamari**, Mathilde Fert, Léa Radzik et Thibault Labetoulle. *In* Systèmes agraires et changement climatique au Sud. Les chemins de l'adaptation. (Coord. H. Cochet, O. Ducourtieux, N. Garambois). Ed. QUAE. 2018. pp. 147 à 179.
- <u>Mujeres rurales y campesinas: la reproducción social ante los desafíos del contexto actual.</u>
 Patricia Castillo. In *Contracorriente: el desafío feminino*. Revista Análisis de la Realidad Nacional. Instituto de Problemas Nacionales Universidad de San Carlos de Guatemala. Enero Marzo 2018.
- <u>La organización económica de los pequeños y medianos productores. Presente y futuro del campo mexicano.</u> **Héctor M Robles Berlanga**. Agosto 2018. RIMISP. Centro Latinoamericano para el Desarrollo Rural. 65 p.
- Sujetos tecnológicamente adaptados: la nueva era del desarrollo rural en un contexto de cambio climático en el Corredor Seco de Nicaragua. Gonda, Noémi. In Impacto de los siniestros en el Medio Rural en México y Centroamérica. Benito Ramírez V., Javier Ramírez J., et al. 2019. pp. 27 à 51,
- <u>Les politiques de formalisation des droits coutumiers en Afrique rurale subsaharienne : une histoire tourmentée.</u> **Jean-Pierre Chauveau**. Février 2018. Fiche pédagogique CTFD. 4 p.
- <u>Les politiques de formalisation des droits fonciers ruraux: essai de caractérisation des démarches</u>. **Philippe Lavigne Delville**. Mars 2018. Fiche pédagogique CTFD. 4 p.

Connexion Recherche universitaire – AGTER

Le travail de recherche d'une meilleure articulation des travaux des membres de l'association avec la recherche, initié en 2016 et approfondi en 2017, a été poursuivi.

Le projet de recherche avec le Belmont Forum "Transforming unsustainable pathways in

agricultural frontiers: articulating microfinance plus with local institutional change for sustainability in Nicaragua (TRUEPATH)", dirigé par le Dr. Johan Bastiaensen de l'Institute of Development Policy and Management (IOB) de l'Université d'Anvers en association avec AgroParisTech a été accepté en 2018. **Pierre Merlet**, membre d'AGTER, y est directement impliqué au titre de l'Université Centro Américaine (UCA-Nitlapan) du Nicaragua. AGTER participe aux travaux, mais sans financement de temps de travail.

Les travaux réalisés en Côte d'Ivoire par **Samir El Ouaamari** (AGTER) pour le Joint Research Center avec la Chaire d'Agriculture Comparée d'AgroParisTech devraient être publiés en 2019 et en 2020.

<u>Articles de revues publiés par des membres d'AGTER (non-exhaustif)</u>

Sans référence explicite de l'appartenance de l'auteur à AGTER

- Agroecology-based farming provides grounds for more resilient livelihoods among smallholders in Western Guatemala, Agroecology and Sustainable Food Systems. Claudia Irene Calderón, Claudia Gerónimo, Alexandra Praun, Jaime Reyna, Ivan Dimitri Santos Castillo, Raquel León, Rose Hogan & José Pablo Prado Córdova (2018):
 DOI: 10.1080/21683565.2018.1489933. https://doi.org/10.1080/21683565.2018.1489933
- Land grabbing and the making of an authoritarian populist regime in Hungary, The Journal of Peasant Studies, 46: 3, 606-625, Noémi Gonda (2019)
 DOI:10.1080/03066150.2019.1584190. https://doi.org/10.1080/03066150.2019.1584190

Avec référence explicite de l'appartenance de l'auteur à AGTER

 Playing before paying? A PES simulation game for assessing power inequalities and motivations in the governance of Ecosystem Services. Pierre Merlet, Gert Van Hecken, René Rodriguez-Fabilena. Ecosystem Services (Elsevier) 2018. 10 p.